

et sachant que le chômage est essentiellement un problème géographique, du moins que la situation géographique y contribue beaucoup, nous avons promis durant la campagne électorale—et nous remplissons notre promesse—d'établir un ministère des Forêts et du Développement rural qui se pencherait surtout sur les difficultés particulières et uniques de certaines gens qui à cause de l'immensité de notre territoire se trouvent très éloignés du grand courant industriel et des provinces centrales d'Ontario et de Québec. Ils ont donc besoin qu'on s'occupe particulièrement d'eux. Si je puis rendre hommage à l'un de mes collègues, j'ajouterais que, selon moi, il n'y a pas de ministre mieux préparé à cette tâche spéciale que Jean Marchand en raison de ses antécédents syndicaux et de son intelligence.

• (5.10 p.m.)

Je pourrais parler encore longuement, mais la plupart des députés sont au courant de tous ces programmes. Il faudrait être buté pour ne pas reconnaître la prévoyance dont le gouvernement a fait preuve en établissant le ministère de l'Industrie et celui de la Main-d'œuvre, en concluant l'accord sur l'industrie automobile, même si, à l'époque, l'idée en a été fort critiquée. Ces mesures ont été amplement justifiées par les nombreux emplois qu'elles ont procurés aux Canadiens.

Le Conseil économique a encore une fois signalé certains problèmes. Je ne veux pas toujours répéter les mêmes choses mais, comme je l'ai déjà dit, nous devons continuer à exporter les produits canadiens et nous avons à soutenir la concurrence accrue d'autres pays industrialisés, tels le Japon, la Suède et la Grande-Bretagne avec sa livre sterling dévaluée. Quelles ont été nos réalisations dans ce domaine? Le chef de l'opposition (M. Stanfield) a beau parler. C'est un fin politicien. Je reconnais certains de ses tours; je m'en suis servi à l'occasion. Il a remarqué nos activités dans le secteur commercial; il a déclaré que l'année prochaine pourrait ne pas être aussi bonne que celle-ci.

J'ai examiné avec soin les chiffres des six années depuis lesquelles le gouvernement actuel détient le pouvoir. En fait, j'ai remonté jusqu'à 1961, car, à mon avis et pour être juste, la force d'impulsion s'est fait sentir à partir de ce moment. En 1961-1962, la valeur de nos exportations s'est accrue de 8.2 p. 100. L'année suivante, l'augmentation a été de 10.3 p. 100. En 1963-1964, elle a été de 16.1 p. 100 et en 1964-1965, de 6.5 p. 100. En 1965-1966, la valeur globale de nos exportations s'est accrue de 16.5 p. 100, tandis qu'en 1966-1967 elle a été de 12.3 p. 100. A la fin des neuf premiers mois de 1967-1968, la valeur de nos exportations indiquait une hausse de près de 14 p.

[L'hon. M. Mackasey.]

100 sur la même période de l'année précédente. Donc, non seulement nous avons atteint l'objectif fixé par le Conseil économique, mais nous l'avons dépassé.

Je dis aux prophètes de malheurs que nous pouvons nous passer pendant les quelques mois qui viennent de leur arme psychologique. Au sujet de chiffres, un vieux dicton prétend qu'il y a, dans l'ordre des statistiques, des statisticiens et des menteurs. Nous pouvons examiner des statistiques et devenir fort optimistes si nous le voulons, mais nous pouvons examiner ces mêmes données et devenir pessimistes. Au cours des derniers mois, certains journaux ont publié, peut-être en se fondant sur les chiffres du Bureau fédéral de la statistique, des nouvelles quelque peu pessimistes.

Pour ma part, je ne crois pas pouvoir être blâmé si un article écrit par une jeune femme—je présume que c'est une jeune femme—du nom de Judith McMahon, m'a intéressé. L'auteur a utilisé les mêmes données statistiques, mais au lieu de publier les chiffres des effectifs de la main-d'œuvre, sans les analyser, elle s'est donné la peine d'analyser les états mensuels du Bureau fédéral de la statistique. Elle a analysé le chômage et a pesé la valeur des facteurs régionaux et saisonniers—la rentrée scolaire et universitaire, le congédiement ordinaire des pêcheurs en hiver—et elle a rédigé un article qui a paru dans le *Citizen* d'Ottawa le 13 décembre, sous le titre: «*Boom is opening up jobs*». Ce titre m'a retenu. Je me suis procuré les mêmes sources d'information, je les ai étudiées, et j'invite tous les députés à faire de même, car je ne pourrais, je pense, faire justice à cet article si j'essayais de donner lecture ici de quantité de données statistiques. L'auteur a signalé une chose d'importance particulière:

Un accroissement général de l'activité économique a créé des milliers de nouveaux emplois dans le commerce, le secteur des services, la fabrication et l'administration publique. Certains des travailleurs licenciés qui souvent sont en chômage tout l'hiver, ont pu trouver des emplois dans ces domaines.

Quiconque prend la peine de consulter les données statistiques suivant les régions, constate que c'est précisément ce qui est arrivé. Évidemment, le tableau d'ensemble n'est pas aussi reluisant à cause d'un chômage accru dans certaines autres régions. Comme nous sommes au début d'une nouvelle année et que nous disposons de données assez exactes pour la fin de l'année 1968, j'ai donc cru qu'il m'incombait, à titre de ministre du Travail et de membre du cabinet, de découvrir où se posaient les problèmes les plus aigus, afin de chercher à y remédier. Par exemple, j'ai constaté que, dans la région atlantique, le nombre des chômeurs n'a augmenté que de